

Dossier déposé le 25/02/2025

Dépôt affiché le :

Demandeur : GROUPE VERLAINE (AMG FACADES)

Représenté par : Monsieur David NACCACHE

Nature des travaux : Installation de 6 panneaux photovoltaïques noirs antireflets

Adresse du terrain : 1 rue Jean Moulin à Moul-Chicheboville (14370)

ARRÊTÉ 2025-057
de non-opposition à une déclaration préalable
au nom de la commune de Moul-Chicheboville

Le maire de Moul-Chicheboville,

Vu le Code de l'Urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune déléguée de Moul approuvé par délibération du conseil municipal le 1er avril 2011, modifié le 26 mai 2012 et le 13 mars 2015 ; zone U ;

Vu l'avis favorable de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 14/03/2025 ;

Vu la déclaration préalable présentée le 25 février 2025 par GROUPE VERLAINE (AMG FACADES), représenté par Monsieur David NACCACHE dont le siège social se situe 76 avenue de Marseille à VALENCE (26000) ;

Vu l'objet de la demande :

- Pour l'installation de 6 panneaux photovoltaïques noirs antireflets ;
- Sur un terrain situé 1 rue Jean Moulin à Moul-Chicheboville (14370).

ARRÊTE

Article Unique

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable.

Coralie ARRUEGO
Maire

Fait à Moul-Chicheboville, le
15/04/2025

Coralie ARRUEGO

2025-04-15 09:41:46



Nota Bene : Conformément à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France susvisé, « Afin de poursuivre les objectifs de qualité architecturale et de mise en valeur du patrimoine dans le périmètre des monuments historiques cités en annexe, les recommandations suivantes s'appliquent :

Il serait souhaitable que les panneaux soient abaissés afin d'être mise à distance du faîtage. »

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans le département en vertu de l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Etat dans le département en vertu de l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales
20250415-2025057-AI
Date de télétransmission : 16/04/2025
Date de réception préfecture : 16/04/2025

Pour information :

La commune est concernée par un périmètre de droit de préemption urbain au bénéfice de la Communauté de Communes (délibération n° 2023/16 du 19 janvier 2023).

Le terrain est situé dans une commune soumise à un risque sismique faible de niveau 2 (Arrêté du 22 octobre 2010).

Le terrain est situé au sein d'une commune comprenant des cavités souterraines non localisées.

Les autres risques connus auquel le terrain est susceptible d'être soumis sont consultables sur le site internet de la DREAL : <https://www.normandie.developpement-durable.gouv.fr/les-cartes-interactives-a4661.html>

Votre projet est susceptible de générer le paiement de la taxe d'aménagement et de la redevance d'archéologie préventive.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n° 2016-6 du 5 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.